

seek to bring within norms [*sic*]’); and some deep reflections on Judaism taken from two chapters by Emmanuel Lévinas from *The Lévinas Reader*.

Readers will find little history here and virtually no discussion of the considerable historical research now available on the war years. To be sure, I have no right to complain that this book is not something other than it is. My quarrel with *Auschwitz and After* is that, while appealing for clarity on a difficult subject, it sails off in all directions — all, that is, except the historical. “The problem of remembering Auschwitz is how to remember it in order not to forget what happened at Auschwitz, or how to talk about Auschwitz without betraying or trivializing it,” Kritzman notes in his introduction (p. 8). Well, yes. But the writers assembled here provide few suggestions that others can take up, and can hardly be said to speak to one another. They are individualists, in the grand French tradition. Unsurprisingly, the book ends without a conclusion.

Michael R. Marrus
University of Toronto

Pierre Lambert — *Les Patriotes de Beloeil. Le mouvement patriote, les insurrections de 1837–38 et les paroissiens de Beloeil*, Sillery, Les Cahiers du Septentrion, 1994, 186 p.

Obnubilée pendant plus d’un siècle, l’idée d’une tradition révolutionnaire francophone québécoise axée sur les insurrections de 1837–1838 fut au contraire valorisée par les idéologies des années 1960. Ceci dit, bien des oeuvres rédigées dans la foulée des pèlerinages annuels à Saint-Denis, dont le pamphlet de Robert-Lionel Séguin sur *La victoire de Saint-Denis* était exemplaire à cet égard, poussèrent cette version du passé à l’extrême. L’auteur des *Patriotes de Beloeil*, sans doute un descendant du patriote du même nom tué à Saint-Charles, n’a cependant pas suivi ce modèle, tentant surtout d’identifier les Patriotes, de les compter et d’évaluer leur contribution.

En effet, dès le départ, Pierre Lambert note le rôle marginal de cette paroisse au coeur de la région insurgée : « Aucune assemblée importante, aucun combat et, bien sûr, aucun pendu, aucun exilé » (p. 7). Il aurait même pu ajouter : dans les sources, aucun *charivari*, aucun indice de lutte de classes et de mouvement populaire anti-féodal. À vrai dire, les performances ne sont pas aussi modestes qu’on pourrait le croire, puisque sa liste des Patriotes avec 48 entrées de « chefs et sympathisants » est douze fois plus considérable que celle des Beleoillois de Jean-Paul Bernard (p. 175), alors que sa « cohorte anonyme » regrouperait même de 200 à 300 individus.

En fait, Lambert montre qu’il existait à Beloeil une élite patriote depuis au moins 1827. Des professionnels et des commerçants, des artisans et des cultivateurs influents, presque tous figurant parmi les officiers de milice. Ce groupe était bien intégré à un parti fortement hiérarchisé, ayant des racines aussi bien dans les villes que dans les campagnes et suivant une stratégie élaborée en haut lieu et assez suivie à la base. Ces chefs et militants locaux étaient actifs dans les comités, invitaient aux

assemblées et aidaient à préparer des résolutions qu'ils introduisaient ou secondaient le moment venu.

Lorsqu'au printemps 1837 débute la phase révolutionnaire, non seulement retrouve-t-on à peu près les mêmes personnages mais leur nombre s'accroît de façon à inclure de plus en plus de cultivateurs et d'artisans influents. Les bourgeois dominent naturellement la hiérarchie mais les autres se manifestent également à ce niveau. Le plus fort d'entre eux en paroles, le Dr. Allard, fut même appelé à secondar une résolution à la convention de Saint-Charles tenue le 23 octobre 1837. Trois semaines après cette assemblée, pour se conformer à une décision prise alors, les treize officiers de milice de l'endroit retournèrent leurs commissions au gouverneur. Donc, pas de *charivari* à Beloeil et, sans autre rite peut-être qu'une vague évocation au peuple souverain, ces officiers se trouvèrent reconduits dans leurs fonctions. Qu'en fut-il des juges de paix du lieu? Rien à ce sujet dans les sources. Sans doute imitèrent-ils les capitaines!

Jusque-là, la stratégie patriote fonctionna bien. Pourtant, lorsque se dessina l'intervention armée gouvernementale avant le moment prévu, ces fougueux chefs continuèrent à haranguer le peuple avec conviction en faveur de la cause, mais, figés par la peur et rivés à leurs intérêts, ils ne répondirent pas à l'appel aux armes lancé par Nelson. Aussi, pas même un mort ou un blessé pour témoigner d'une présence beleilloise à Saint-Denis. Serait-il vrai, comme le suggère Lambert, qu'ils « n'avaient pas eu le temps d'accourir » (p. 39)? Pourtant, deux jours plus tard à Saint-Charles, la plupart des chefs brillaient toujours par leur absence. Le zèle affiché par certains d'entre eux dans le recrutement de combattants pour Saint-Charles ne prouve pas qu'eux-mêmes les conduisirent au combat. Ainsi, le forgeron Dufresne, capitaine de milice, dont l'ardeur patriotique était inégalée, envoya peut-être des gens à Saint-Charles comme l'exigeait Brown (p. 25), mais lui-même se dirigea vers Saint-Hyacinthe, soit-disant pour chercher des armes. Pas étonnant qu'en tout et pour tout, Lambert n'ait exhumé que dix présences beleilloises à Saint-Charles, et, parmi elles, seulement six, dont celles d'un blessé (le bedeau) et de cinq tués (un huissier, deux cultivateurs et deux journaliers), n'avaient pas été mises au dossier par le biais de la tradition orale.

Peut-on alors s'étonner qu'une fois les hostilités terminées, cinq sur six des éminents promoteurs de la cause révolutionnaire acceptèrent volontiers de faire signer l'adresse de loyauté à la Reine dans leur paroisse? Sans compter que plusieurs d'entre eux s'empressèrent, le moment venu, de réclamer des indemnités pour dommages causés à leurs biens pendant les Troubles? Il est évident qu'ils étaient protégés par les autorités locales et par ceux avec qui ils faisaient des affaires à Beloeil et à Montréal. Le cas des marchands Bernard et Malot est très significatif à cet égard.

N'empêche qu'en 1838, lorsque se crée la Société des Frères chasseurs et que l'insurrection se remet en marche, on retrouve Allard, Bernard et Dufresne parmi ceux qui reçoivent et révèlent le secret sous serment. Leurs contacts avec les chefs de l'extérieur, Mailhot et Beausoleil, sont constants et ce sont eux qui recrutent plus de 200 individus dans la paroisse pour les camps de Chambly et de Boucherville. Même si la stratégie élaborée au sommet est sérieusement compliquée par les

contretemps, on a le sentiment que tout ce monde est tellement vulnérable, lorsque vient le temps d'agir, et prêt à se faufiler à la moindre interférence, qu'on ne peut que voir en cela un gage de faillite. La conduite du D^r Allard, qui trahira finalement son entourage, est sans doute plus visible mais combien révélatrice d'un climat. Disons, pour notre part, que s'il échappa à la potence, ce fut, comme pour beaucoup d'autres, grâce à des protections et de faux témoignages de la part de parents et d'amis qui faisaient la distinction entre « les serments de bouche et de cœur ».

Lambert soulève aussi la question du refus de la sépulture religieuse pour ceux qui étaient morts les armes à la main, et de leur inhumation dans la partie du cimetière réservée aux enfants décédés sans baptême. À ce sujet, il accepte la thèse de Groulx, perpétuée par Pouliot et Lemieux, selon laquelle le mandement de Lartigue n'impliquait pas de peines canoniques, et il se demande alors pourquoi les curés de la région ont agi de cette façon (p. 54). Pourtant, le mandement, lu attentivement et explicité dans la défense du mandement, que Lartigue publia anonymement, aussi bien que ses directives et sa correspondance démontrent sans l'ombre d'un doute que la conduite des curés se fit en conformité avec les intentions réelles de l'évêque. Il est vrai que leur geste suscita de la honte et de l'humiliation dans les familles et dans ces paroisses. D'autant plus que ces sentiments se répandirent et s'accrurent pendant les décennies suivantes à mesure que le cléricalisme gagna du terrain dans la société, et que peu de personnes, pas même les intéressés, n'eurent intérêt à présenter les rébellions sous leurs couleurs révolutionnaires. Tout ce que la conscience collective put absorber avec le temps fut l'argument de la légitime défense et de la sincérité des acteurs.

À cet égard, Lambert raconte les vains efforts de Louis-Philippe Brodeur, devenu ministre au fédéral, juge de la Cour suprême et lieutenant gouverneur du Québec, pour obtenir la réhabilitation religieuse de son grand-père, Pierre Lambert, inhumé à Beloeil avec les enfants morts sans baptême. De 1920 à 1924, même en procédant sans bruit, armé de tous ses titres, utilisant l'argument de la légitime défense et de l'absence de peines canoniques formulées par Lartigue, il se heurtera à la résistance subtile des autorités ecclésiastiques. C'est seulement en 1987 que les évêques du Québec réhabilitèrent ces patriotes.

Lambert pose finalement la question de la représentativité de Beloeil par rapport à l'ensemble du mouvement patriote et, à part quelques nuances, sa conclusion est positive. Il a raison en partie, mais il oublie l'énorme sous-représentation, autant celle des dirigeants que des dirigés beloeillois, à Saint-Denis et même à Saint-Charles. En 1838, ce problème semble avoir été réglé en ce qui concerne les combattants ordinaires qui, disons-le, n'eurent pas à livrer bataille tellement le problème du *leadership* fut partout et à tous les niveaux critique. Lambert n'a certainement pas raison d'attribuer la lâcheté des chefs locaux à leur choix d'une « stratégie parlementaire et paisible » et la présence de cultivateurs et de journaliers parmi les tués à Saint-Charles comme la marque de leur volonté de lutte armée (p. 161). La rhétorique des chefs et leurs actes avant le moment critique étaient bien en faveur d'un renversement du régime. Quant aux victimes, ne furent-elles pas jusqu'à un certain point elles-mêmes les victimes de l'abandon de leurs propres chefs, que ceux-ci fussent bourgeois, paysans ou artisans? De ce point de vue, la

paroisse de Beloeil fut originale non pas parce qu'elle était moins riche que Saint-Denis ou Saint-Charles, mais parce que c'est là qu'on observe dans toute son acuité la faiblesse du *leadership* et la paralysie par la peur.

En somme, un petit livre plein de faits qui soulèvent bien des interrogations, notamment sur la vision de Greer. Incidemment, la citation tirée de la lettre adressée, soit-disant le 5 mai, au capitaine Dufresne de Beloeil par Eusèbe Blanchette de Saint-Hyacinthe, lui transmettant un ordre menaçant du général Brown, ne peut avoir été écrite que dans les jours précédant la bataille de Saint-Charles (p. 25).

Fernand Ouellet
York University

J. I. Little — *The Child Letters: Public and Private Life in a Canadian Merchant-Politician's Family, 1841–1845*. Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 1995. Pp. ix, 177.

Della Stanley — *A Victorian Lady's Album: Kate Shannon's Halifax and Boston Diary of 1892*. Halifax and Boston: Formac Publishing Company Limited, 1994.

Even in today's world of computers, demographic and census analysis, and what is called "the structural methodology" employed by social and family historians, the gems of historical research remain the diaries and family papers of "ordinary" folk. A journal or a collection of letters enables an historian to give faces and feelings to what are often nameless groups. They remind us that those whom we often consider actors on an historical stage — the merchant, the politician, or the Victorian woman — were real people with fathers and wives, friends and family obligations. They were people who went to the doctor, worried about money, bemoaned the weather, and coped with everyday concerns. They were people whose lives, actions, beliefs, and motivations were, in the end, never as simple as we at first presumed, and they often do not quite fit our carefully argued analyses and generalizations. This becomes particularly evident when diaries, journals, and personal correspondence are presented as texts in their own right. Such is the case with both monographs considered here, *A Victorian Lady's Album*, edited by Della Stanley, and *The Child Letters*, compiled by J. I. Little.

A Victorian Lady's Album presents the complete 1892 diary of 18-year-old Kate Shannon, the second youngest child of a relatively affluent Halifax judge. Like many others of her sex, class, and rank in Canada at the end of the nineteenth century, Kate seems to have kept a diary as a matter of course. What for Kate was unique about this year and what makes the diary so valuable and intriguing is that she decided to "flavour [her] bare record of facts" and to use the diary to record her thoughts and feelings, sometimes as a private confessional. Certainly, the journal does chronicle Kate's daily activities — helping in the house, taking long walks, accompanying her mother to meetings of the WCTU, skating, conversations with